La lutte pour l’eau et le climat est l’affaire de tous

Dans ce monde de plus en plus privatisé, parler d’eau équivaut presque à parler de sa transformation en marchandise et en source de profits pour les entreprises qui s’en emparent. La gravité de la situation a été perçue par de nombreuses personnes et elle a donné lieu à des combats importants, tantôt pacifiques, tantôt violents, pour éviter que l’eau devienne la propriété des transnationales.

Or, le rôle des transnationales ne se limite pas au commerce de l’eau potable ; il inclut autant la pollution que la destruction des écosystèmes qui permettent le fonctionnement du cycle de l’eau.

L’eau ne se pollue pas elle-même ; l’origine du problème est lié, dans la plupart des cas, aux activités des grandes sociétés transnationales, qui la polluent directement ou qui produisent et vendent des substances polluantes.

Dans la première catégorie figurent les entreprises pétrolières et minières, qui déversent d’énormes volumes de substances polluantes dans les zones où elles s’installent ; dans la deuxième se trouvent les entreprises qui fabriquent et vendent des produits toxiques, lesquels finissent dans l’eau. Bien entendu, les entreprises de ce genre ne sont pas les seules concernées, mais elles ont une place de choix dans la liste des pollueurs.

Un cas différent mais également grave est celui des entreprises qui construisent de grands barrages hydroélectriques : elles détruisent des écosystèmes entiers, hydriques et forestiers, affectant ainsi d’innombrables espèces – l’espèce humaine comprise – qui en sont tributaires.

La situation est semblable dans le cas des entreprises crevettières, qui non seulement polluent les ressources hydriques mais détruisent les mangroves, si importantes pour la défense des écosystèmes côtiers et de la vie associée à eux.

Viennent ensuite les entreprises de production de pâte, qui établissent d’énormes plantations d’arbres à croissance rapide pour approvisionner leurs usines en matière première. Ces plantations en régime de monoculture consomment, sans aucun coût pour l’entreprise, d’énormes volumes d’eau, au point d’assécher des marais, des lacs et des cours d’eau. Parallèlement, ces usines utilisent gratuitement l’eau dans les processus industriels et, une fois polluée, la restituent à la source dont elles l’ont tirée.

La liste est trop longue pour pouvoir la comprimer en un seul article, mais on peut généraliser et dire que dans tout processus de destruction de l’eau et des écosystèmes qui assurent le maintien du cycle hydrologique il y a au moins une, et le plus souvent plusieurs entreprises transnationales qui, de fait, se sont appropriées cette ressource.

Dans tous les cas, les plus lésés sont les habitants de la région, dont la vie dépend des ressources hydriques et des écosystèmes pollués ou dégradés par ces entreprises. Dans les villes, les habitants les plus pauvres sont les plus touchés, car ils se voient obligés de dépenser leurs maigres

ressources à acheter de l’eau en bouteille, l’eau du robinet étant contaminée. Et, à leur tour, les femmes sont souvent les plus lésées, car les changements que cela comporte ont pour elles des conséquences spécifiques.

À l’échelon mondial, le danger le plus grave pour l’eau est lié au changement climatique. D’une part, l’une des causes principales du changement climatique est le déboisement, et celui-ci a des répercussions négatives sur le cycle de l’eau. En effet, la destruction de grandes étendues de forêt modifie autant la pluviosité que l’infiltration d’eau vers les nappes souterraines qui assurent l’alimentation des cours d’eau entre une pluie et la suivante. D’autre part, le changement climatique modifie entièrement le régime hydrologique, provoquant des phénomènes extrêmes tels que sécheresses et inondations.

Bien entendu, derrière le phénomène du changement climatique on trouve de grandes sociétés transnationales qui tirent profit autant du déboisement que de l’exploitation et la vente de combustibles fossiles et, plus récemment, du commerce du carbone qu’elles ont inventé pour obtenir des bénéfices supplémentaires en transformant le changement climatique en une bonne affaire.

Pour la majorité absolue des habitants de la planète, l’eau et, encore moins, le changement climatique, ne peuvent être rabaissés au niveau des affaires. Aussi bien la pollution et la pénurie d’eau que le changement climatique sont des désastres à éviter, et non des marchandises à négocier. Les luttes locales, nationales et internationales contre les processus et les acteurs qui affectent l’eau et le climat ne sont pas des luttes d’opposition mais d’affirmation : pour la vie de cette génération et de celles à venir.